

États-Unis, invite les ministres des Finances de France, de Grande-Bretagne et d'Allemagne à débattre de façon informelle des problèmes monétaires internationaux causés par la décision des États-Unis d'abandonner l'étalon or un an et demi plus tôt. Les mois suivants, une série de rencontres informelles de ces quatre pays, auxquels se joint le ministre des Finances du Japon, emboîte le pas à cette première réunion. C'est ainsi que naît le Groupe des cinq ou G5. Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, alors ministres des Finances, étaient présents à ces réunions. Ils sont respectivement devenus président de la République française et chancelier allemand. C'est à l'instigation du président Giscard d'Estaing que s'est répétée l'expérience de ces réunions informelles des ministres des Finances; c'est ainsi que fut organisé le premier sommet des principaux pays industriels au Château de Rambouillet, du 15 au 17 novembre 1975. Bien sûr, M. Giscard d'Estaing invita l'Italie à y participer, et invitation fut également faite au Canada de s'y rendre l'année suivante.

L'aspect fondamental de ce point est que la constitution de ce groupe a été dictée par le noyau même du problème en jeu : le G5 regroupait en effet les principaux acteurs qui avaient joué un rôle crucial dans la faillite du système de Bretton Woods. On ne manquera pas de rappeler que c'est la décision de la France et de la Grande-Bretagne de demander, conformément aux accords de Bretton Woods, la convertibilité en or des surplus de dollars qui a amené Nixon en août 1971 à supprimer la convertibilité du dollar en or. L'Allemagne et le Japon étaient alors les deux pays qui tenaient les rôles les plus importants dans la position de la balance des paiements des États-Unis en raison du poids qu'ils exerçaient dans les systèmes commerciaux et monétaires.

À la lumière de cette expérience, il est intéressant de constater comment est né l'accord de juillet 2004 sur les négociations du Cycle de Doha. Au sein de l'OMC, la dynamique émergente a d'abord entraîné la formation de deux coalitions de blocage : celle des principaux marchés émergents (le nouveau G20) et celle des pays pauvres (le G90). Ces coalitions avaient auparavant regimbé contre l'offre que les